

Comment une caste dirigeante tue la volonté d'entreprendre

Lundi 10 Août 1998

Les règles du jeu économique et industriel sont faussées par le corporatisme. Or seul le dynamisme des entrepreneurs pourrait vaincre le chômage.

Le «gouvernement d'entreprise» (corporate governance) est apparu aux Etats-Unis il y a dix ans. De quoi s'agit-il ? D'un ensemble de principes permettant d'établir les «règles du jeu» entre dirigeants et actionnaires. Ces principes sont simples: assurer la transparence quant à la prise de risques, évaluer objectivement la performance des dirigeants et les rémunérer en fonction de leur valeur ajoutée.

Ce recadrage déontologique s'est avéré nécessaire en raison de la «financiarisation» de l'industrie et des services, qui a entraîné une envolée des prix des actifs industriels, une accélération des changements, une explosion des risques financiers et, enfin, une complexité croissante dans l'analyse et la maîtrise de ces risques. La mode du corporate governance a fini par gagner la France. Les élites dirigeantes s'en sont emparées pour rassurer les bailleurs de fonds étrangers, pour moraliser l'image d'un système qu'en réalité elles ne souhaitent pas changer. Aujourd'hui, la promotion d'un code de gouvernement d'entreprise en France résulte principalement d'une tactique perverse, animée par une élite médiatisée aux fins de protéger ses privilèges. En fait, il s'agit de savoir si ces nouvelles règles sont compatibles avec le système français.

Dans une analyse sur l'effondrement des systèmes économiques d'Asie du Sud - Est, le magazine américain Business Week écrivait récemment: «L'effondrement de ces pays est la remise en cause d'un système dans lequel les pouvoirs politique et économique sont concentrés entre les mains d'un petit nombre de personnes, toutes issues du même creuset et constituant une caste dirigeante homogène.» Mais quel rapport avec la France ? Un rapport évident: l'économie française est, elle aussi, contrôlée par une élite homogène qui refuse la notion de risque, et qui élimine - culturellement et structurellement - l'entrepreneur ayant pour moteurs le rêve, la créativité et la liberté. Il est aisé de comprendre en quoi cette «espèce» est dangereuse pour le système.

Les gouvernements français, de droite comme de gauche, ont souvent exprimé la volonté de refondre les règles du jeu industriel et économique. Ils n'en ont pas eu le courage, car il en résulterait une remise en cause des corporatismes et, surtout, une réduction importante du pouvoir des fonctionnaires. Pour justifier un tel bouleversement, il serait nécessaire d'avoir une vision claire du modèle de société que l'on souhaite pour le futur; et là, on tourne en rond, car c'est précisément cette absence de projet qui rend impossible la mise en place de ces indispensables réformes.

Pourtant, tous ceux qui analysent le système français et ses échecs mettent en évidence l'importance de l'entrepreneur dans la lutte contre le chômage. Et celui-ci recherche un environnement fiscal et juridique simple, transparent et juste, qui favorise et récompense le risque sans pour cela remettre en cause la notion de solidarité. Un système ouvert, où les responsabilités économiques seraient confiées à des personnes compétentes et professionnelles, quelles que soient leurs «origines» universitaires. L'absence d'un tel système explique, en partie, le manque d'entrepreneurs en France.

Le gouvernement d'entreprise à la française apparaît donc comme un «rafistolage», certes nécessaire, pour porter secours à un système gangrené.

Espérons que ce progrès ne servira pas de prétexte aux responsables politiques pour mieux éluder la question de fond: mais quelles sont les règles, les vraies règles du jeu économique en France ?

Franck Ullmann
